

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 16 au 22 juin 2026

### Sommaire

**Le chiffre de la semaine : le taux directeur de la BoE .....2**

**Le graphique de la semaine .....2**

**Fait marquant : Démission du Premier ministre, Keir Starmer .....3**

**En bref .....4**

**Actualités macroéconomiques .....4**

CONJONCTURE .....4

MARCHE DU TRAVAIL .....4

FINANCES PUBLIQUES .....5

**Actualités commerce et investissement .....5**

COMMERCE .....5

SANCTIONS .....6

**Actualités financières .....7**

REGLEMENTATION FINANCIERE .....7

MARCHES FINANCIERS .....7

## Le chiffre de la semaine : le taux directeur de la BoE

Ce jeudi 18 juin, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque d'Angleterre (BoE) a maintenu son taux directeur à 3,75 % par sept voix contre deux, qui ont voté pour une hausse à 4 %. L'inflation est restée stable en mai à +2,8 %, et inférieure de 0,4 point aux prévisions d'avril de la BoE, principalement en raison d'un ralentissement des prix alimentaires plus marqué que prévu.

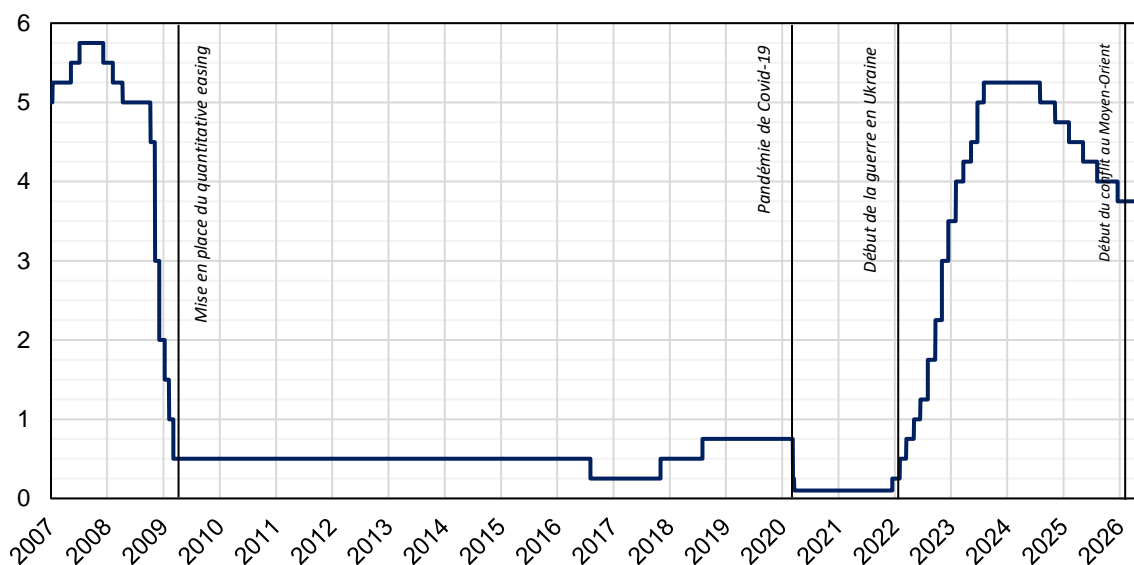
Elle devrait néanmoins repartir à la hausse dans les prochains mois notamment en raison de la hausse de 13,5 % du plafond des prix de l'énergie (*price cap*) fixé par l'Ofgem à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Le CPM a estimé que le conflit au Moyen-Orient, à travers ses effets sur les prix de l'énergie et les risques de second tour, demeurent la principale source d'incertitude. Les sept membres favorables au maintien du taux directeur à 3,75 % ont estimé que la faiblesse du marché du travail limitait la capacité des entreprises à répercuter leurs coûts sur les prix et contribuait à contenir les dynamiques salariales, réduisant ainsi les risques de second tour. À l'inverse, les deux membres favorables à une hausse ont jugé que la faiblesse du marché du travail ne suffirait pas à neutraliser le risque que des ménages et des entreprises, devenus plus attentifs qu'auparavant aux chiffres de l'inflation, amplifient les effets de second tour, avec des implications possibles sur la fixation des prix et les négociations salariales en 2027. Pour rappel, l'OCDE anticipe un maintien du taux directeur de la Banque d'Angleterre jusqu'au premier trimestre 2027 et les marchés continuent d'anticiper une hausse des taux d'ici la fin de l'année.

LE CHIFFRE À RETENIR

3,75 %

## Le graphique de la semaine

Taux directeur de la Banque d'Angleterre (2007-2026, %)



Source : SER de Londres, à partir des données de la Banque d'Angleterre. Dernier point : juin 2026

## Fait marquant : Démission du Premier ministre, Keir Starmer

Ce lundi 22 juin, Keir Starmer a annoncé sa démission prochaine de son poste de Premier ministre et de la direction du Parti travailliste, près de deux ans après son arrivée au pouvoir. Le Premier ministre démissionnaire restera en poste jusqu'à la désignation de son successeur.

Cette décision fait suite à la victoire de l'ancien maire du Grand Manchester Andy Burnham lors de l'élection législative partielle de Makerfield, le 19 juin, où il a recueilli 55 % des suffrages. Il apparaît désormais comme le favori pour succéder à Keir Starmer, et a confirmé lundi sa candidature. Keir Starmer a demandé au *National Executive Committee* du parti d'établir un calendrier pour la succession : les candidatures seront ouvertes du 9 au 16 juillet, en vue de la désignation d'un nouveau dirigeant d'ici septembre. Wes Streeting, ancien ministre de la santé qui avait démissionné le 14 mai et appelé à un changement à la tête du parti, a indiqué soutenir la candidature d'Andy Burnham, alors qu'il figurait parmi les potentiels candidats au poste de leader.

Les marchés, qui avaient déjà largement intégré une arrivée d'Andy Burnham, sont plutôt rassurés par la transition ordonnée qui se dessine. Si les rendements des *gilts* britanniques étaient orientés à la hausse vendredi 18 juin après l'annonce de la victoire de Burnham, ils se replient ce lundi 22 juin : le taux à 10 ans recule à 4,82 % (-3,0 pdb sur la journée), tandis que celui à 30 ans recule à 5,51 % (-3,3 pdb sur la journée). Côté livre sterling, on observe une relative stabilité sur la journée, tant face au dollar (1,325 \$) que face à l'euro (1,159 €).

S'ajoutent à cela les efforts déployés depuis plusieurs semaines par Andy Burnham pour rassurer les investisseurs. Celui-ci est en train de compléter son équipe avec plusieurs économistes expérimentés d'après les médias : Richard Hughes, ancien président de l'*Office for Budget Responsibility* (OBR), Andy Haldane, ancien économiste en chef de la Banque d'Angleterre et Jim O'Neill, ancien secrétaire du Trésor. Cette démarche traduit une volonté plus large de gagner en crédibilité auprès des marchés financiers, notamment après ses propos de l'année dernière, selon lesquels le gouvernement ne devrait pas être « à la merci » des marchés obligataires. Le choix du futur Chancelier sera déterminant pour assurer la stabilité des marchés, et notamment celle du *gilt*.

Reste à savoir si, avant son départ, Keir Starmer parviendra à faire aboutir plusieurs dossiers importants, notamment le « reset » des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Le sommet UE-Royaume-Uni, dont la tenue le 22 juillet avait été annoncée la semaine dernière, a depuis été reporté à une date ultérieure.

## En bref

- Depuis le 16 juin, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3245 \$ (-1,3 %). En revanche, la livre sterling s'est légèrement appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1585 € (+0,1 %).
- Au 22 juin, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en hausse, le rendement du gilt à 10 ans augmente à 4,81 % (+6,7 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du gilt à 30 ans augmente à 5,51 % (+1,8 pdb). Ils s'inscrivent toutefois en baisse lors de la journée du lundi 22 juin (voir Fait marquant).
- Alastair Long, diplomate de carrière et actuel ambassadeur britannique à Bahreïn, est [nommé](#) *Trade Commissioner* pour l'Afrique à partir d'août 2026.
- Le système de fourniture de données consolidées sur les obligations échangées sur les places de marchés britanniques (*bond consolidated tape*, voir [Brèves n°42](#) en 2025) est désormais [opérationnel](#).

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

Selon l'[ONS](#), l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est établie à **+2,8 % en g.a. en mai 2026, stable par rapport à avril et inférieure aux attentes de marché (+3,0 %)**. L'inflation sous-jacente, à l'inverse, a légèrement accéléré par rapport à avril (+2,6 % en g.a., après +2,5 %). Les données font apparaître une nette accélération des prix des transports, qui ont augmenté de +6,8 % en g.a. (après +4,5 % en avril), leur rythme le plus élevé depuis décembre 2022, porté principalement par les carburants (+24,6 % en g.a.), les billets d'avion (+10,3 % sur un mois) et les tarifs maritimes. À l'inverse, l'inflation alimentaire a nettement reculé (+2,2 % en g.a., après +3,0 % en avril), son plus bas niveau depuis décembre 2024, et le coût du chauffage domestique a chuté (-18,7 % sur un mois), après avoir fortement augmenté les mois précédents sous l'effet du conflit. Enfin, l'inflation des services a sensiblement augmenté (+3,7 % en g.a., après +3,2 % en avril), tirée notamment par les services de voyage et de transport, tandis que l'inflation des biens a ralenti (+2,0 % en g.a., après +2,4 %).

### Marché du travail

L'[ONS](#) estime le [taux de chômage](#) à **4,9 % de la population active (âgée de plus de 16 ans) en trimestre glissant de février à avril, en hausse de 0,3 point sur un an mais en baisse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent**. L'économie britannique compte 1,76 millions de chômeurs, soit 105 000 de moins qu'au trimestre précédent. Le marché du travail comporte 100 000 employés supplémentaires en variation trimestrielle, ce qui porte l'emploi total à 34,4 millions d'individus. Le [taux d'emploi](#) reste stable par rapport au trimestre précédent, à 75,0 %. Du côté des offres d'emploi, le nombre de postes vacants a reculé à 707 000 en mai 2026 en trimestre glissant (-19 000, soit -2,6 % sur le trimestre), son niveau le plus bas depuis février-avril 2021. Sur un an, la baisse atteint 31 000 postes (-4,2 %). Côté salaires, la [croissance annuelle des](#)

[salaires](#) nominaux ralentit légèrement à +3,4 % hors bonus (et +4,4 % bonus inclus) en avril 2026 en trimestre glissant. En termes réels, le salaire de base progresse de seulement +0,1 % sur un an et le salaire total de +1,2 %. La croissance salariale reste nettement plus dynamique dans le secteur public (+5,1 %) que dans le privé (+2,9 %), ce dernier atteignant son niveau le plus faible depuis plus de cinq ans.

**L'ONS reconnaît une nouvelle [erreur statistique](#) qui va affecter la qualité des données sur l'emploi pour le rapport sur le marché du travail de juillet, un nouveau revers pour l'agence dans ses efforts pour restaurer la confiance dans ses chiffres.** L'ONS a orienté par erreur des enquêteurs vers la mauvaise enquête, sans détecter le problème pendant plusieurs semaines. Cette erreur a conduit à l'absence d'environ 1 200 entretiens téléphoniques qui auraient dû alimenter le rapport sur le marché du travail de juillet. James Benford, directeur général des statistiques économiques à l'ONS, évoque une « qualité réduite » pour les données de juillet. Le remplacement des réponses manquantes par des estimations risque d'« atténuer artificiellement » les variations sur cette période, avec des répercussions possibles sur les rapports des mois suivants. Ce nouvel incident s'ajoute aux critiques déjà adressées à l'enquête sur les forces de travail (Labour Force Survey), pénalisée depuis plusieurs trimestres par une forte volatilité des estimations et un faible taux de réponse.

## Finances publiques

**Selon l'ONS, l'[emprunt public mensuel](#) s'est établi à 23,3 Md£ en mai 2026, un niveau supérieur de 5,6 Md£ aux prévisions de mars 2026 de l'Office for Budget Responsibility (OBR), qui anticipait 17,7 Md£ pour ce mois-ci.** Le déficit mensuel est en hausse de 5,4 Md£ (+30,4 %) par rapport à mai 2025, et constitue le deuxième niveau d'emprunt le plus élevé jamais enregistré pour un mois de mai. Les recettes de l'administration centrale ont atteint 85,5 Md£ en mai 2026 (+3,4 Md£ sur un an), portées notamment par la hausse des recettes de TVA, d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés. Les dépenses courantes de l'administration centrale se sont élevées à 95,7 Md£ (+6,4 Md£ sur un an), tirées principalement par la charge de la dette (+4,1 Md£, à 11,7 Md£) et par la hausse des dépenses liée à l'inflation. Cumulé depuis le début de l'exercice budgétaire 2026-27 (le 1<sup>er</sup> avril 2026), l'emprunt public atteint 46,3 Md£, soit 8,9 Md£ de plus que sur la même période l'an dernier et 7,7 Md£ de plus que la trajectoire prévue par l'OBR. Par ailleurs, la dette publique nette (PSND) atteint provisoirement 95,1 % du PIB à fin mai 2026, en hausse de 0,4 point sur un an. Le passif financier net (PSNFL), mesure de référence des règles budgétaires du gouvernement, s'établit à 84,7 % du PIB, en hausse de 1,9 point par rapport à mai 2025.

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

**L'accord de [libre-échange](#) (FTA) entre le Royaume-Uni et l'Inde entrera en vigueur le 15 juillet prochain, l'occasion pour le gouvernement de mettre en avant d'autres mesures.** Pour rappel, l'accord signé le 23 juillet 2025 à l'occasion de la visite du Premier ministre indien Narendra Modi prévoit une diminution progressive des droits de douane de l'Inde, notamment dans les secteurs des boissons alcoolisées et de l'automobile (voir [Brèves n°29](#) en 2025). Le Secrétaire d'État aux entreprises et au

commerce Peter Kyle met en avant des réductions de droits de douane de 400 M£ dès la première année. De plus, une convention fiscale entrera en vigueur en même temps que le FTA, éliminant la double cotisation sociale pour les travailleurs temporaires entre le Royaume-Uni et l'Inde. Un professionnel britannique qui va travailler en Inde continuera de payer uniquement ses cotisations britanniques (*National Insurance*) pendant 60 mois (au lieu de 36 mois précédemment), accumulant ainsi des droits à la pension d'État britannique sans devoir payer de sécurité sociale en Inde. Enfin, un [roadshow](#) indo-britannique a lieu dans 6 villes du Royaume-Uni entre le 17 et 25 juin pour aider les entreprises qui le souhaiteraient à se développer en Inde, comprenant des interventions du *Department for Business and Trade* (DBT) ou de *UK Export Finance* (UKEF).

**Le Royaume-Uni et la Malaisie [ouvrent](#) des négociations pour établir un accord de commerce numérique.** Le gouvernement britannique mentionne que ce futur *digital trade agreement* (DTA, c'est-à-dire les flux de biens, services et données rendus possibles par les technologies numériques) correspondra aux chapitres numériques faisant partie des accords de libre-échange (FTA) habituels, tout en étant plus flexible et agile. L'accord viserait notamment à fluidifier les flux de données transfrontaliers, à renforcer la protection des données, de la propriété intellectuelle et des consommateurs en ligne, et à soutenir l'innovation dans des domaines comme l'IA et la cybersécurité.

**Plusieurs investissements étrangers au Royaume-Uni sont annoncés dans le secteur de l'énergie pour un montant total de 1,3 Md£ à l'occasion du sommet du G7.** L'entreprise française InfraVia investira 1 M£ dans le stockage d'énergie ; l'investisseur indien Atri Energy Transition investira 300 M£ dans le stockage d'énergie et l'industrie manufacturière ; la firme indienne Hexaware Technologies effectuera 25 M£ d'investissements dans l'IA et le *quantum computing*.

**10 ans après le référendum de juin 2016, plusieurs think-tanks et institutions indépendantes publient des travaux sur l'impact du Brexit et le futur de la relation entre l'UE et le Royaume-Uni.** Il en va ainsi du [Centre for European Reform](#), du [NIESR](#), de la [Resolution Foundation](#), et de [UK in a changing Europe](#).

## Sanctions

**Un nouveau [train de sanctions](#) a été annoncé par le Royaume-Uni à l'endroit de 70 entités liées à la flotte fantôme russe et aux moyens de contournement des sanctions occidentales.** Sont concernés 23 tankers pétroliers, 4 vaisseaux de transport de gaz naturel liquéfié, 4 entités soutenant le secteur énergétique russe, 8 entités aidant illégalement la Russie à déplacer de l'argent, et diverses entités impliquées dans l'achat militaire de biens à double usage.

**Le Royaume-Uni a [infligé](#) une amende de plus d'1 M£ à une société, sa plus lourde pénalité pour violations des sanctions financières contre la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.** L'Office of Financial Sanctions Implementation (OFSI), rattaché à HM Treasury, reproche à la société Sabre Global Technologies d'avoir continué pendant sept mois à fournir des services à la compagnie aérienne Ural Airlines après sa désignation par le Royaume-Uni en mai 2022, tout en testant des moyens de paiement alternatifs pour contourner le blocage de sa banque britannique. Le gouvernement souligne qu'il s'agit aussi de la première sanction prononcée par l'OFSI

pour une infraction de contournement « *circumvention offence* », dans le cadre de sa nouvelle politique de règlement.

## Actualités financières

### Réglementation financière

**La Banque d'Angleterre (BoE) assouplit son projet de cadre sur les stablecoins systémiques libellés en livre sterling.** La BoE prend ainsi en compte les réponses à la consultation ouverte en novembre 2025, sur son projet d'encadrement des stablecoins systémiques qu'elle espère finaliser d'ici la fin de l'année 2026. Elle abaisse de 40 à 30 % la part de couverture des actifs devant être en dépôts non rémunérés auprès de la BoE, le reste pouvant être placé en *gilts* de court terme (moins de 6 mois) permettant de générer des revenus d'intérêt. Les limites de détention envisagées pour les clients particuliers et professionnels sont supprimées et remplacées par un plafond temporaire d'émission de 40 Md£ par coin. La Banque maintient l'interdiction de verser des intérêts aux détenteurs de stablecoins même si des avantages (comme des réductions lors d'achats) pourront être octroyés. L'industrie financière salue ces assouplissements tout en dénonçant un régime perçu comme « le plus conservateur au monde » d'après la CEO d'[Innovate Finance](#), Janine Hirt.

**La Prudential Regulation Authority (PRA) propose un assouplissement du volet de Bâle 3.1 concernant l'utilisation des modèles internes pour les activités de trading (FRTB).** La PRA avait déjà annoncé que l'entrée en vigueur de ce volet de Bâle 3.1 ne se ferait qu'en 2028, contrairement au reste des mesures (voir [Brèves n°4](#)). L'un des assouplissements proposés en juin est l'allongement de 1 à 3 ans de la période de suivi du « Profit and Loss Attribution Test » (PLAT). Le PLAT est un test introduit par le volet FRTB de Bâle 3.1 qui permet d'évaluer si les modèles de risque internes (IMA) sont suffisamment précis pour qu'ils soient utilisés pour calculer les exigences de fonds propres liées au risque de marché. La PRA propose aussi d'ajuster les calculs pour les banques qui combinent encore les modèles internes et l'approche standardisée, afin qu'une montée en puissance progressive vers les IMA ne fasse pas grimper artificiellement les exigences de capital. Les États-Unis et l'Union Européenne ont aussi entrepris des allègements ciblés de ce volet de Bâle 3.1.

**La Banque d'Angleterre a publié le scénario de choc macroéconomique envoyé aux participants de son exercice d'analyse visant à évaluer la résilience des marchés privés.** Ce deuxième « *System-Wide Exploratory Scenario* », dit SWES, a été lancé en décembre dernier (voir [Brèves n°24](#) en 2025). Il est mené avec 46 participants des marchés privés pour éclairer les vulnérabilités du secteur - valorisations, liquidité et interconnexions - ainsi que leurs effets potentiels sur le financement de l'économie britannique. Le scénario se déroule sur 5 ans et débute par une fragmentation du commerce international et une disruption des chaînes de valeur, entraînant une inflation de 7 % et une baisse de l'indice boursier FTSE de 35 %. La BoE publiera un premier retour dans le rapport de stabilité financière de juillet, puis des résultats intermédiaires plus tard en 2026 et un rapport final en 2027.

### Marchés financiers

**HM Treasury a publié les termes de référence de la mission confiée à Chris Woolard en tant que champion de la digitalisation des marchés de gros.** L'ancien directeur de

la FCA est chargé de plusieurs missions : constituer un groupe de travail trans-sectoriel d'ici juillet 2026 et remettre au Chancelier de l'Échiquier un rapport sur l'adoption de la tokenisation et l'interopérabilité des technologies de registre distribué (DLT) d'ici juillet 2027. Chris Woolard devra en parallèle coordonner ce chantier avec les autres réformes en cours, notamment le règlement-livraison à T+1.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)